

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

IDCC : 255. – **BÂTIMENT**
ETAM

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

Brochure n° 3322

**Convention collective nationale
et accord professionnel**

IDCC : 2420. – **BÂTIMENT**
Cadres

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome III : ETAM

Brochure n° 3005-IV

Convention collective nationale

IDCC : 2409. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome IV : Ingénieurs et cadres

■ *Journal officiel* du 29 juin 2007

Arrêté du 14 juin 2007 portant extension d'un accord professionnel national relatif au travail de nuit des ouvriers, des ETAM et des cadres conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics

NOR : MTST0757030A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'accord professionnel national du 12 juillet 2006 relatif au travail de nuit dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;
Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 15 février et 26 avril 2007 ;
Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 13 mars 2007,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord professionnel national du 12 juillet 2006 relatif au travail de nuit dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, à l'exclusion du mot « éventuellement » figurant à l'article 10 comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 900-3 du code du travail.

L'accord professionnel national est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 132-7 et L. 132-8 du code du travail relatives aux modalités de révision et de dénonciation des conventions et accords collectifs de travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord professionnel susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 2007.

*Le ministre du travail,
des relations sociales et de la solidarité,*
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

La ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur du travail,
chargé de la sous-direction travail-emploi,
J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/45, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.